

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 13 janvier 2019**

## **CAUSERIE ET INFOS**

• [Au format pdf \(pages\)](#)

Boycott du "grand débat national", combat politique classe contre classe ! A bas Macron : démission !

## **ACTUALITÉ DU JOUR**

### **Acte IX des gilets jaunes**

84.000 gilets jaunes dans toute la France contre 50.000 samedi 5 janvier. C'est même plus que le 15 décembre, après l'allocution du président de la République. A Paris, la préfecture a recensé 8000 manifestants, contre 3500 sur la toute la journée du 5.

A Bourges près de 7000 personnes ont défilé dans le périmètre que la préfecture du Cher.

À Rouen, plus de 3 000 manifestants ont été décomptés par France Bleu Normandie. La préfecture a elle estimé qu'ils étaient 2 500. Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont émaillé la mobilisation.

Les gilets jaunes se sont comptés en milliers à Toulouse (5000, contre 2000 la semaine passée), Rouen (2500 personnes parmi lesquelles les agresseurs d'une équipe de LCI), Bordeaux (5000 contre 4600), Perpignan (2000). Preuve que les attentes restent fortes et que les 10 milliards d'euros mis sur la table en décembre par Emmanuel Macron ne suffiront pas. AFP 12.01

La suite demain si plus de chiffres étaient disponibles. (Dimanche à 13h en Inde, 8h30 en France)

### **Pays basque**

- Plus de 80 000 manifestants au Pays basque en faveur du rapprochement des prisonniers d'ETA - Franceinfo 12 janvier 2019

Deux marches ont eu lieu à Bilbao, au Pays basque espagnol, et à Bayonne, au Pays basque français. Franceinfo 12 janvier 2019

### **Hamon ou l'extrême centre néoconservateur masqué.**

Quand l'UDR-RPR-UMP-LR était le parti de l'ordre officiel, la SFIO-PS était le parti de l'ordre officieux. Maintenant que LREM est devenu le parti de l'ordre officiel, et comme le PS n'est plus en position pour assumer le rôle le parti de l'ordre officieux, c'est à Générations.s que revient cet honneur.

- "Quand Mélenchon parle, Le Pen récolte", accuse Benoît Hamon - Franceinfo 12.01

- Pour Hamon, "Mélenchon ne se dit plus de gauche, il est populiste" - Le HuffPost 12.01

-Benoît Hamon s'en prend directement à Jean-Luc Mélenchon dans un long entretien accordé au Point, samedi 12 janvier. - franceinfo 12.01

Benoît Hamon va plus loin en affirmant que Jean-Luc Mélenchon "considère désormais que sa stratégie est populiste et que le mot gauche ne l'intéresse plus". Un désaveu, juge-t-il, pour le député des Bouches-du-

Rhône qui "s'est longtemps réclamé de François Mitterrand" mais abandonne aujourd'hui l'idée d'unité de la gauche comme "référence pertinente". Une erreur de stratégie, aux yeux de Benoît Hamon, qui prend pour exemple la formation espagnole Podemos. Celle-ci "n'a jamais entretenu la confusion [avec l'extrême droite] et a assumé un dialogue avec un certain nombre de composantes de la gauche afin de gouverner."

"Moi je ne suis pas dans une stratégie qui considère que ce mouvement [des "gilets jaunes"] est insurrectionnel"

Conséquence, selon Benoît Hamon ? Cet "agenda populiste" au sein de La France insoumise "est devenu prioritaire et amène cette confusion entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen (...). Par ses choix, ses mots et ses fascinations, Jean-Luc Mélenchon entretient une zone grise. C'est préjudiciable pour la France."

"La responsabilité d'un dirigeant comme Jean-Luc Mélenchon, c'est de ne pas participer à la confusion en passant sous silence les errements d'Éric Drouet ou de Maxime Nicolle sur le pacte de Marrakech par exemple." au "Point". franceinfo 12.01

## **Rappel.**

### **2012**

La causerie du 10 mars 2012

- Benoît Hamon: «A gauche, on aime les riches» ... - 20minutes.fr

La causerie du 24 septembre 2012

- «Parier aujourd'hui sur l'échec de François Hollande, c'est se tirer une balle dans le pied. Je suis favorable à ce que le débat vive à gauche mais la situation est trop grave pour qu'on se divise artificiellement», poursuit-il. (20minutes.fr 23.08)

### **2013**

La causerie du 9 avril 2013

- "La gauche doit être collective (...) appeler à une manifestation coup de balai contre la gauche, ça rompt avec toutes les traditions, toute l'histoire de la gauche", a souligné le ministre interrogé sur RTL.

La causerie du 16 septembre 2013

- Hamon : «Hollande président des patrons ? C'est absurde» - LeParisien.fr

### **2014**

La causerie du 3 avril 2014

- Benoît Hamon, la caution de gauche du gouvernement Valls - AFP

La causerie du 5 octobre 2014

- Benoît Hamon n'est "pas dans l'opposition" au gouvernement - AFP

### **2015**

La causerie du 11 juillet 2015

- Benoît Hamon sur la Grèce : « Aujourd'hui madame Merkel et la politique austéritaire ont perdu et je m'en réjouis » - Public Sénat

## 2016

La causerie du 3 novembre 2016

- Benoît Hamon : « Hollande doit être candidat » - LeParisien.fr

## 2017

La causerie du 2 février 2017

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue 31.01.2017

- De 2004 à 2009, Benoît Hamon était député européen. Extrait de sa fiche dans les archives en lignes du Parlement européen. Alors que George Bush et Ariel Sharon étaient au pouvoir, Benoît Hamon avait néanmoins choisi de rejoindre -dès son élection en 2004- les groupes parlementaires dénommés "délégation pour les relations avec les États-Unis" et "délégation pour les relations avec Israël". Il assumait la vice-présidence du groupe connecté à Washington. Invité en 2011 par l'UPJF (Union des patrons juifs de France qui se qualifie elle-même de "lobby juif"), Benoît Hamon avait présenté Israël comme une "démocratie" et manifesté son refus de toute forme de "boycott" envers ce régime colonial et ségrégationniste. (source : Panamza)

- Benoît Hamon et Manuel Valls (...) semblent partager la même volonté de museler la diffusion de l'information indépendante sur Internet.

Le 12 novembre, invité sur Franceinfo, Benoît Hamon a ainsi dénoncé les «médias et hébergeurs» -tels Facebook et Twitter qui seraient «co-responsables» de la victoire de Donald Trump et, plus généralement, de l'apparition de «contre-sociétés» dans lesquelles «chacun se construit une théorie, une vérité qui est très loin de la réalité» {<https://twitter.com/franceinfo/status/797356249381818368>}.

Le 8 janvier, interviewé par France Inter, Benoît Hamon a surenchéri en affirmant que la lutte contre la «déradicalisation islamiste» devait d'abord passer par un combat contre «le complotisme, cet écosystème extrêmement violent» {<https://youtu.be/DPcDZMKWkLM>}.

À l'instar de la mouvance sioniste et de Rudy Reichstadt, principal référent politico-médiatique de l'imposture intellectuelle du "conspirationnisme", Benoît Hamon établit clairement un lien -inquiétant pour les libertés individuelles- entre "complotisme" (attitude qu'il ne définit précisément pas), djihadisme et terrorisme (id)

A lire - M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue . 31.01.2017

La causerie du 11 février 2017

- "...il n'y a aucune solution politique ou aucun avenir envisageable avec Bachar al-Assad pour la Syrie derrière." Europe1.fr 09.12.2016

- Benoit Hamon ou la gauche rêvée - lesechos.fr 29.01.2017

Benoit Hamon "apparatchik du PS depuis trente ans"

- Ancien président du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), de 1993 à 1995, il fut longtemps celui qui organisait la claque pour les ténors, le leader d'une force d'appoint pour les congrès du parti. Celui qui oeuvrait en coulisses pour Michel Rocard (son premier engagement), Henri Emmanuelli, Lionel Jospin, Martine Aubry... Il était lieutenant, il aspirait à plus depuis longtemps.

Mais un tel leader, qui aide Manuel Valls à accéder à Matignon en avril 2014 avant de devoir quitter quatre mois plus tard le gouvernement, est-il autre chose qu'un apparatchik opportuniste. (...)

Ces idées sont travaillées par des chercheurs et en vogue chez des patrons de la Silicon Valley. (...)

Sa compagne mi-danoise mi-catalane, Gabrielle Guallar (cadre dirigeante de LVMH, propriétaire des « Echos »)

Rappel : Benoit Hamon « a voté l'état d'urgence », rappelle son porte-parole...

La causerie du 21 février 2017

- Benoît Hamon veut "une nouvelle loi Travail" et non plus son abrogation. - Franceinfo

- Comment Hamon reprend les arguments de l'extrême droite selon lequel le wahhabisme serait un produit de l'islam. - Hamon en famille avec l'oligarque Bill Gates. - Présidentielle : le point commun inattendu de Benoît Hamon et Bill Gates - LePoint.fr

Le fondateur de Microsoft et le vainqueur de la primaire de la gauche partagent une vision similaire de l'avenir du monde du travail. (LePoint.fr)

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue 31.01.2017

En décembre 2016, Benoît Hamon voulait voler au secours des populations d'Alep bombardées par le méchant Poutine. Il a même déclaré que s'il était président de la République, il y serait allé, comme Mitterrand à Sarajevo. Lors des primaires qui l'ont désigné comme candidat du PS, il s'est opposé à toute aide financière destinée au peuple syrien. « Arroser les zones contrôlées par Bachar al-Assad, je ne vois pas bien en quoi cela doit être une priorité de l'Union européenne quand il existe tout une autre Syrie avec d'autres partenaires possibles, comme les villes quasi autonomes autogérées ».

La causerie du 25 février 2017

- Hamon vient de participer au dernier dîner de l'organisation d'extrême droite sioniste le Crif, en famille, en compagnie de Hollande et Macron.

- Hamon, le frondeur, les cocus et les arrivistes par Bruno Adrie - arretsurinfo.ch 20.02.2017

- Benoît Hamon, voiture-balai d'un PS vermoulu par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 20 février

La causerie du 18 mars 2017

- Présidentielle 2017 : aux Antilles, Benoît Hamon loue le bilan du quinquennat - Franceinfo

La causerie du 22 mars 2017

- Hamon à Bruxelles reçoit l'appui de Moscovici - AFP

La causerie du 28 mars 2017 - Fillon est "indigne de la fonction présidentielle" déclare Hamon - AFP

- Présidentielle : Marine Le Pen est "soumise" à Vladimir Poutine, selon Benoît Hamon - Franceinfo

La causerie du 7 avril 2017

- Syrie: Hamon s'en prend à Le Pen, Fillon, Mélenchon, "inféodés" à Poutine - AFP

La causerie du 17 septembre 2017

- Quand Mélenchon estime qu'il aurait dû être président et Hamon son Premier ministre - LeParisien.fr

### **L'idéologie du totalitarisme. L'extrême centre néoconservateur sans masque.**

LVOG - Si je trouve le temps, j'analyserai plus tard en détail le discours de Raffarin, le même que Macron, Attali, Minc, etc. Son modèle de société démocratique : le "*modèle israélien*" !

- Jean-Pierre Raffarin : «La réforme permanente, voilà la solution» - LeParisien.fr 12 janvier 2019

L'ancien Premier ministre et actuel président de l'ONG Leaders pour la paix estime qu'il faudrait modifier la méthode pour mieux réformer. Mais aujourd'hui, avec la crise des Gilets jaunes, il s'inquiète d'une remise en cause de la démocratie.

### **On répète souvent que la France n'est pas réformable. Cette crise des Gilets jaunes en est-elle l'illustration ?**

JEAN-PIERRE RAFFARIN. Cette crise est révélatrice d'une chose : on a plus de difficulté avec la démocratie qu'avec la réforme. On accepte volontiers les principes de la République, mais on n'adhère pas forcément aux valeurs de la démocratie. Elle ne nous est pas si naturelle. La France est un des rares pays où on fait des manifestations après le vote de la loi. La loi votée, l'appareil démocratique, pour beaucoup, c'est plus un système qu'une valeur.

### **D'où la difficulté à réformer ?**

Pas de complexes ! Notre pays a fait beaucoup de réformes. Giscard avait réussi des réformes importantes, puis la décentralisation, en deux actes, a été une réforme essentielle, ainsi que la professionnalisation de nos armées, le mariage pour tous, ou la réforme des universités...

### **Comment sortir de cette perpétuelle remise en cause ?**

Je crois qu'on ne pratique pas suffisamment la réforme permanente. Le dossier des retraites est à peu près le seul pour lequel chaque quinquennat a apporté sa pierre. Il faut concevoir une nouvelle ingénierie de la réforme. Des réformes à mener en gérant le temps, avec le minimum de brutalité...

### **Certains Gilets jaunes prônent un régime militaire...**

On assiste à la remise en cause de trois points essentiels de la pratique démocratique : la règle majoritaire, la force de la loi -c'est-à-dire la force du vote- et la représentation politique. Notre vrai enjeu porte plus sur le nouveau système démocratique à inventer que sur un pessimisme quant à la réforme.

### **Un nouveau système démocratique ?**

Il existe de nombreux modèles démocratiques, jusqu'au modèle israélien...

Le système français repose, lui, sur l'alternance : pendant cinq ans on donne des pouvoirs forts, au bout du quinquennat on peut changer. Les Gilets jaunes contestent un vote démocratique qui a donné cinq ans à l'actuel exécutif. Pour eux, l'objectif est la représentativité de l'instant. La société française est traversée par ces deux grandes forces paradoxales : le besoin de participation et le besoin d'autorité. Notre vivre ensemble doit trouver le bon équilibre entre ces forces.

### **La Ve République peut être mise en question ?**

C'est le vrai débat, il faut clarifier nos règles du jeu et les partager, si on veut une démocratie apaisée. C'est le respect des règles qui protège la démocratie du désordre.

### **Il y a trop d'autorité ?**

La Ve République donne au chef de l'État un vrai pouvoir, il dispose des outils de l'autorité. Ce n'est pas en affaiblissant cette autorité qu'on corrigera l'impuissance de la politique. Mais il faut limiter l'autorité à « l'essentiel ». Les autres sujets doivent être confiés à la subsidiarité.

### **Comment aérer ce système ?**

Par la décentralisation ! Le référendum devrait être une pratique courante au niveau régional. (...) Hélas pour le référendum, la jurisprudence Notre-Dame-des-Landes a été une tragédie démocratique.

### **Comment inciter les Français à voir les réformes sous un jour plus positif ?**

En faisant des réformes par marches plutôt que par étages. La réforme permanente, pas à pas, dans un monde toujours en mouvement, voilà la solution. La grande réforme, le grand soir, génère le blocage. Le besoin de cohésion sociale est essentiel.

### **Vous reprenez la formule de Chirac...**

Jacques Chirac était, plus que tous, conscient de cela. Par exemple, en tant que Premier ministre, j'étais interdit de Davos. Je pouvais envoyer un ministre à Porto Alegre, avec les altermondialistes, mais pas à Davos...

### **Cette cohésion sociale, comment la retisser ?**

Il faut rechercher un nouveau pacte social, en remettant tous les acteurs sociaux autour de la table. La démocratie politique représentative ne peut pas ignorer la démocratie sociale représentative. Le nouveau pacte social doit s'appuyer sur l'ensemble des partenaires, Gilets jaunes compris.

### **La lettre d'Emmanuel Macron aux Français sur le grand débat national doit proposer ce pacte social ?**

L'initiative est bonne. Il va devoir préciser ce qu'il va faire du débat. Indiquer clairement que le débat doit être fertile, qu'il tiendra compte des propositions, comment et sur quel calendrier. Notre devoir est de nous impliquer dans cet exercice démocratique. Quel est notre choix ? L'exercice démocratique ou l'aventure politique !

### **La République est en danger ?**

Je suis inquiet. La violence est le nouveau paramètre de la contestation, ce n'est plus le nombre de protestataires. Ce principe me paraît être incompatible avec le respect démocratique. La température sur les réseaux sociaux et dans la rue grimpe rapidement. Le temps qui passe ne sert pas la sagesse.

### **Une dissolution de l'Assemblée nationale pourrait être une solution ?**

L'exécutif a des cartes à jouer, encore faut-il les jouer au bon moment. Pour moi, ce n'est pas le moment de dissoudre. Le scénario à l'italienne n'est pas impossible, les convergences entre l'extrême droite et l'extrême gauche sont en train de se construire.

### **Une haine contre Macron s'exprime dans cette crise...**

C'est injuste. Mais le système politique du président manque de puissance. Il faut aujourd'hui que les démocrates se fassent entendre. La majorité ne protège pas assez son leader. En réalité, la Ve République est peu compatible avec la surexposition du président.

### **Il a les moyens de mener ses réformes ?**

Tout dépend du geste politique. Le geste politique, c'est le débat. Il faut lui donner du sens. À mon avis, deux objectifs sont prioritaires : inventons la règle démocratique que nous voulons respecter et proposons le pacte social qui consolidera la République. LeParisien.fr 12 janvier 2019

**Propagande. Le totalitarisme ou "l'extrême centre", c'est la démocratie. Parole d'oligarques suppôts (Rothschild-Agnelli) de Thatcher, Reagan et Pinochet. (Suite - 2)**

Ce sujet a été abordé en détail dans les deux précédentes causeries.

- L'Europe de l'Ouest victime d'un «malaise démocratique», selon The Economist - Le Figaro 11.01

À sa tête figurent la Norvège, l'Islande, la Suède, la Nouvelle-Zélande et le Danemark. Trois monarchies (Norvège, Suède, Danemark) où les syndicats sont entièrement intégrés à l'Etat, où il fait bon vivre sous le corporatisme, et un autre de leurs alliés (Nouvelle-Zélande) parmi les plus réactionnaire, et pour finir, l'Islande qui ressemble aux trois premiers et de taille microscopique.

Dans le collimateur des néocons anglo-saxons, trois États ont chuté: l'Italie (de la 21e place à la 33e place), l'Autriche (de la 15e à la 16e place), et la Turquie (de la 100 à la 110e),

**Quand les banquiers faiseurs de guerre, de guerres civiles, de coups d'Etat sanglants, de génocides, de famines, de réfugiés ou de déplacés à travers le monde condamnent la «rhétorique anti-étrangers» ou prennent position en faveur de l'immigration illégales, des migrants, etc. cela ne vous interpelle-t-il pas ?**

**Croyez-vous qu'en tenant le même discours qu'eux vous défendez la cause des peuples dominés ? N'avez-vous pas l'impression d'être manipulés ? Ne voyez-vous pas qu'en instrumentalisant ce facteur, ils s'en servent pour affaiblir la résistance des peuples des pays dominants qui sont les seuls à pouvoir renverser le capitalisme? Ne voyez-vous pas qu'ils s'en servent pour nous diviser et nous détourner de la lutte contre leur régime ?**

En cause, la «*rhétorique anti-étrangers*» de l'Italie et de l'Autriche, la Turquie d'Erdogan pour son double jeu avec la Russie et l'Iran. Bien entendu, il n'est nullement question pour nous de soutenir les gouvernements de ces pays-là qui de leur côté tiennent un discours aussi démagogique ou nauséabond, réactionnaire. Notre démarche consiste uniquement à montrer la démagogie de ceux qui les attaquent pour que les travailleurs ne leur accordent aucune vertu, aucun soutien, dans aucun domaine. Ils sont tous aussi pourris les uns que les autres, c'est juste ce que l'on tient à leur montrer.

Les États-Unis, mieux positionnés que la France avec la 25e place

**Leurs "ennemis" en bas du classement.**

La Chine au 130e rang.

Du côté de l'Amérique latine, deux pays ont vu leur réputation d'état possiblement démocratique s'écrouler le Nicaragua (à la 122e place) et le Venezuela.

Ce classement est bouclé par des régimes dictatoriaux dont le Tchad, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la Syrie et la lanterne rouge du classement: le régime autoritaire de Corée du Nord qui finit 167e. (Source : Le Figaro 11.01)

Hier je ne l'ai pas relevé mais d'autres médias avaient relayé cette propagande du ministère de la Vérité. Donc finalement, comme on peut le vérifier ici, leur ligne politique est bien alignée sur l'idéologie de la branche de l'oligarchie partisane de l'instauration d'une gouvernance mondiale.

Commentaires d'abonnés du Figaro qu'on ne soupçonnera pas d'être des opposants virulents au capitalisme !

1- Résumons: les serviteurs de l'OTAN sont les meilleures démocraties. Venant de The Economist, on ne s'attendait pas à autre chose...

2- Mondialisme, oligarchie, financiarisation, le trio gagnant.

3- Les néocons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît.

4- Au XXI ème siècle qui sera analogue au XVII ème ce sera un siècle de remise à l'ordre. La démocratie telle que nous la connaissons n'est plus adaptée. Le système d'avenir sera le despotisme (qui n'est pas la tyrannie) éclairé. Pour le peuple et la Nation comme Pierre le Grand, Frederic II etc ...

5- Autrement dit, l'Italie et l'Autriche sont des démocraties imparfaites parce que leur gouvernement suit leur peuple qui veut limiter l'immigration plutôt que de suivre les groupes de pression de Soros qui veulent l'accélérer.

Ça disqualifie complètement ce classement.

6- Leurs critères sont hautement contestables. On voit bien que pour eux démocratie = idéologie mondialiste avec ouverture des frontières, idéologie sociale unitaire, etc... Critères idéologiques qui n'ont rien à voir avec la définition politique de ce qu'est une démocratie, à savoir un peuple qui décide librement de son avenir, comme de son présent.

7- Une politique anti-immigration peut bien entendu être contestée. Est-ce-que ça la rend anti-démocratique pour autant?

Que je sache les élections n'ont pas été truquées en Autriche.

8- En gros The Economist confond démocratie et idéologie du parti démocrate. Il est inique de tenter de décrédibiliser un adversaire politique en expliquant sans fondement qu'il n'est pas bien démocratique. Qui sont-ils pour en juger?

9- Le classement des démocraties par l' " Economiste" ou comment faire main basse sur le vocabulaire politique: la démocratie est démocratique si et seulement si elle est conforme à l'idée que l'"Economiste" s'en a fait ( de la démocratie).

10- De toute façon, ce n'est pas à des journalistes économiques de dire qui est une démocratie de qui ne l'est pas, c'est juste du marketing.

11- Que les anglo-saxons se mêlent de leurs affaires. La conception des anglo-saxons de ce qu'est une démocratie ne correspond pas nécessairement à la nôtre. Et tous ces classements et ces ONG ont pour finalité d'anglo-saxonniser le monde.

12- Le malaise démocratique est justement dû à de tels journaux qui font des procès d'intention aux gouvernements comme ceux d'Autriche et d'Italie et qui jugent antidémocratiques les mesures prises alors qu'elles sont soutenues par les citoyens.

Etonnant que la Suisse, modèle de pays démocratique, n'apparaisse pas en haut de l'échelle.

En quoi le fait d'être opposé à l'immigration est-il antidémocratique ?

Le Traité de Lisbonne est l'exemple parfait de décision autoritaire qui s'assoit sur la volonté démocratique exprimée lors du referendum de 2005. Et plus récemment, le TAFTA et le traité avec le Canada.

LVOG - Normal, la Suisse leur appartient, c'est leur coffre-fort, un paradis fiscal, le siège de la banque centrale des banques centrales, la BRI! Moins elle fait parler d'elle, et mieux ça vaut.

Même parmi les partisans du régime, ils sont de plus en plus nombreux à se poser des questions sur l'avenir qu'il leur réserve, c'est révélateur...

### **Ils sont à l'origine de la stratégie de la tension et du chaos au Venezuela et en RDC.**

#### **- Venezuela: appel à une mobilisation pour un "gouvernement de transition" - AFP 11 janvier 2019**

Le Parlement vénézuélien, seule institution contrôlée par l'opposition, a appelé vendredi à une mobilisation le 23 janvier en faveur d'un "gouvernement de transition", au lendemain de l'investiture du président Nicolas Maduro pour un deuxième mandat contesté. AFP 11 janvier 2019

#### **- Élections RDC: Fayulu contre-attaque, les résultats des législatives se font attendre - AFP 11 janvier 2019**

Bras de fer au RD Congo après l'annonce contestée de l'élection à la présidentielle de l'opposant Félix Tshisekedi: Martin Fayulu, autre candidat de l'opposition donné perdant, revendique la victoire et contre-attaque en justice, et l'Eglise en appelle à l'ONU... AFP 11 janvier 2019

#### **Stop ou encore ? Le capitalisme pollue et rend "bête".**

- En plus de nous rendre malades, la pollution de l'air va-t-elle nous rendre bêtes ? - Franceinfo 12 janvier 2019

Selon une récente étude, la pollution de l'air aurait aussi des conséquences sur le cerveau.

Une étude récente publiée en 2018 dans la revue PNAS a révélé que chez des personnes âgées vivant en Chine, une exposition de long terme à la pollution de l'air pouvait entraver les performances cognitives – comme la capacité à prêter attention, à se remémorer des connaissances passées ou à générer de nouvelles informations – dans le cadre de tests verbaux et mathématiques.

À mesure que les personnes vieillissent, le lien entre pollution de l'air et déclin mental se renforce. L'étude a également montré que les hommes et les personnes les moins éduquées étaient particulièrement exposés, pour des raisons que l'on ne connaît pas encore.

Nous avons aussi prouvé de manière convaincante que la pollution de l'air – et spécialement les particules les plus petites, invisibles à l'œil nu – endommagent le cerveau à la fois des humains et des animaux. La pollution liée à la circulation des véhicules est ainsi associée à la démence, au comportement délinquant chez les adolescents, et à un retard de développement du cerveau chez les enfants fréquentant des écoles très polluées.

#### **Une détérioration du cerveau**

Chez les animaux, les souris exposées à une pollution de l'air urbain pendant quatre mois ont montré un fonctionnement du cerveau réduit et des réponses inflammatoires dans les principales régions du cerveau. Cela signifie que les tissus de cette zone ont changé en réponse aux stimulations nocives induites par la pollution.

Nous ne savons pas encore quels aspects de ce « cocktail » de particules polluantes – comme la taille, le nombre ou la composition des particules – contribuent le plus à cette détérioration du cerveau. On estime toutefois que les particules nanométriques seraient en cause.

Ces particules présentent une taille 2 000 fois plus petite que le diamètre d'un cheveu humain et peuvent se déplacer dans le corps par le flux sanguin après avoir été inhalées. Elles pourraient même atteindre le cerveau directement via les nerfs olfactifs qui transmettent au cerveau des informations sur l'odeur. Cela laisserait les particules contourner la barrière hématoencéphalique, qui protège normalement le cerveau des éléments nocifs circulant dans le flux sanguin.

## Des symptômes typiques d'Alzheimer

Des échantillons de cerveau prélevés post mortem sur des personnes exposées à des niveaux élevés de pollution de l'air, qui vivaient à Mexico City et à Manchester, affichent les symptômes typiques de la maladie d'Alzheimer. Cela inclut des amas de fragments de protéines anormales entre les cellules nerveuses, des inflammations, et une abondance de nanoparticules riches en métal (incluant fer, cuivre, nickel, platine et cobalt) dans le cerveau.

Les nanoparticules riches en métal identifiées dans ces échantillons de cerveau sont similaires à celles que l'on trouve en général dans la pollution de l'air ambiant en ville ; celle-ci se forme lors de la combustion du pétrole et d'autres carburants, associée aux particules d'usure des freins et pneus. Ces nanoparticules toxiques sont souvent accompagnées d'autres composés dangereux, comme des hydrocarbures polycycliques qui se produisent naturellement dans les carburants fossiles et peuvent endommager les reins et le foie ou provoquer des cancers.

## Cellules endommagées

Inhaler des nanoparticules de façon répétée pourrait avoir une série d'effets négatifs sur le cerveau, y compris une inflammation chronique des cellules nerveuses. Lorsque nous inhalons la pollution de l'air, cela peut activer les cellules immunitaires du cerveau.

Respirer un air ambiant pollué pourrait ainsi activer de façon continue une réponse de destruction au sein des cellules immunitaires, entraînant la création plus fréquente de molécules dangereuses. Des niveaux élevés de telles molécules pourraient provoquer le dommage et la mort de cellules.

La présence de fer trouvé dans la pollution de l'air pourrait accélérer ce processus. Des nanoparticules riches en fer (magnétite) peuvent augmenter la toxicité des protéines anormales trouvées dans la zone cérébrale. L'analyse post mortem de cerveaux issus de patients malades d'Alzheimer et de Parkinson montre ainsi que l'activation microgliale est commune aux maladies neurodégénératives.

LVOG - Tout cela pour nous balancer leur propagande habituelle...

En dehors de la preuve que nous détenons déjà du lien entre pollution de l'air et démence, la dernière étude sur le lien entre pollution de l'air et intelligence en déclin démontre encore plus la nécessité de combattre la pollution de l'air. La combinaison de changements en termes de technologie de véhicules, régulation et politique fournirait des instruments pratiques pour diminuer de manière globale le fardeau que représente la pollution de l'air en matière de santé. Changer ses habitudes

Toutefois, il existe des moyens de se protéger. Moins conduire, marcher davantage et faire du vélo peut avoir un impact positif sur la pollution. Si vous devez utiliser une voiture, conduire doucement sans accélérer ou freiner brutalement, et éviter de voyager pendant les heures de rush, peut diminuer les émissions. Garder les fenêtres fermées et recycler l'air dans la voiture pourrait également contribuer à diminuer l'exposition à la pollution pendant les embouteillages.

LVOG - Non sans cynisme...

Les jeunes enfants comptent parmi les plus vulnérables car leurs cerveaux se développent encore. Beaucoup d'écoles se situent près de routes principales, réduire la pollution de l'air s'avère donc nécessaire. Planter certaines espèces d'arbres spécifiques qui capturent efficacement les particules le long des routes et autour des écoles pourrait aider.

LVOG - Et les conseils aux bobos et autres petits bourgeois qui ont le droit de profiter de la vie et de rester en bonne santé.

En fin de compte, ce qui est bénéfique à votre cœur l'est aussi pour votre cerveau. Stimuler son activité cérébrale, opter pour un bon régime alimentaire riche en antioxydants, et se maintenir actif et en bonne santé favorise la résilience de l'organisme.

Puisque nous ne connaissons pas encore exactement les mécanismes par lesquels la pollution endommage nos cerveaux – ni comment ses effets pourraient être contrés – nous protéger exige de réduire ou d'éviter l'exposition à la pollution autant que possible. Franceinfo 12 janvier 2019

### **Défense du marxisme et enseignements de notre histoire.**

#### **A l'adresse de ceux qui fustigent l'emploi du terme "peuple".**

Lénine - Seuls les « économistes » de triste mémoire pensaient que les « mots d'ordre d'un parti ouvrier » étaient proclamés exclusivement à l'intention des ouvriers. Non, ces mots d'ordre sont proclamés pour l'ensemble de la population laborieuse, pour le peuple tout entier. (Lénine - Août – Octobre 1916 - Tome 23 )

LVOG - A l'exception des bourgeois, des capitalistes du CAC40, de l'oligarchie, cela va de soi.

#### **Nous n'avons donc pas le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme.**

Lénine - L'impérialisme est notre ennemi tout aussi « mortel » que le capitalisme. C'est juste. Toutefois, aucun marxiste n'oubliera que le capitalisme est un progrès par rapport au féodalisme, et l'impérialisme par rapport au capitalisme pré monopoliste. Nous n'avons donc pas le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme. Nous ne soutiendrons pas la lutte des classes réactionnaires contre l'impérialisme, nous ne soutiendrons pas l'insurrection des classes réactionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme. (id)

LVOG - "*Nous ne soutiendrons pas l'insurrection des classes réactionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme*", question : Macron et le clan des ultra néoconservateurs qui s'attaquent à Trump, n'incarnent-ils pas cette "*classes réactionnaires*" ? Je n'ai pas attendu après Lénine ou je n'ai pas eu besoin de recourir à lui pour justifier ma position vis-à-vis de Trump ou la différence de traitement que je lui ai accordée et à Clinton ou Obama, au clan qui combat Trump et qui est la pire réaction.

Très modestement parce qu'il m'arrive encore de sortir des conneries, n'est pas marxiste qui veut ou celui qu'on croit !

#### **Sur l'impérialisme et la démocratie.**

Au point de vue économique, l'impérialisme (ou « l'époque » du capital financier, la question n'est pas dans le terme) est le stade suprême du développement du capitalisme, celui où la grande production a atteint des proportions telles que la libre concurrence fait place au monopole. C'est là l'essence économique de l'impérialisme.

Le monopole se manifeste à la fois dans les trusts, les cartels, etc., dans la toute puissance des banques géantes, dans l'accaparement des sources de matières premières, etc., dans la concentration du capital bancaire, etc. Le monopole économique, tout est là.

La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste (l'impérialisme est le capitalisme monopoliste), c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction politique.

À la libre concurrence correspond la démocratie.

Au monopole correspond la réaction politique.

« Le capital financier tend à l'hégémonie et non à la liberté », dit très justement R. Hilferding dans son livre *Le Capital financier*.

Séparer la « politique extérieure » de la politique en général ou, à plus forte raison, opposer la politique extérieure à la politique intérieure est une idée radicalement fautive, non marxiste, antiscientifique. En politique extérieure tout comme en politique intérieure, l'impérialisme tend à enfreindre la démocratie, à instaurer la réaction. En ce sens, il est incontestable que l'impérialisme est la « négation » de la démocratie

en général, de toute la démocratie, et nullement d'une seule des revendications de la démocratie, à savoir : la libre disposition des nations.

Étant la « négation » de la démocratie, l'impérialisme est également la « négation » de la démocratie dans la question nationale (c'est-à-dire en ce qui concerne la libre disposition des nations) : « également », c'est-à-dire qu'il s'efforce de l'enfreindre (...)

...la contradiction entre l'impérialisme et la république est la contradiction entre l'économie du capitalisme le plus récent (plus précisément du capitalisme monopoliste) et la démocratie politique en général. (id)

LVOG - On doit se demander quel niveau a atteint cette "*contradiction entre l'impérialisme et la république* depuis que le "*capitalisme monopoliste*" a été supplanté par l'introduction d'instruments financiers de type mafieux ou sans rapport avec l'économie réelle ou productive, qui ont permis à l'oligarchie d'accroître sa fortune et son pouvoir dans des proportions phénoménales et tentaculaires sur l'économie mondiale, de telle sorte qu'elle est parvenue à étouffer littéralement la démocratie politique. Cela signifie que, ce qui n'était qu'une tendance autrefois ou il y a un siècle (l'impérialisme tend à enfreindre la démocratie, à instaurer la réaction.), est devenue une réalité ou s'est pleinement réalisée. Et cela ne date pas de janvier 2019, mais d'au moins quatre ou cinq décennies en arrière, depuis beaucoup plus longtemps s'agissant des Etats-Unis, sans qu'on en ait tiré tous les enseignements politiques, puisqu'on a continué à considérer les différents régimes des puissances occidentales comme des démocraties ou des républiques démocratiques bourgeoises, ce qui manifestement ne correspondait plus à la réalité, autrement dit aux rapports entre les classes.

On n'avancera pas le mot d'ordre du retour à la démocratie politique, puisque nous n'avons pas l'intention de faire tourner les roues de l'histoire à l'envers, ce qui serait d'ailleurs peine perdue, constatant qu'elle est incompatible avec l'existence du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme qui ne peut survivre qu'en instaurant un régime bureaucratique centralisé totalitaire à l'échelle de la planète.

Maintenant la putréfaction du capitalisme ne peut se traduire que par une régression sociale généralisée à l'échelle mondiale, l'accroissement des inégalités sociales et des injustices, de l'exploitation et de l'oppression, une baisse ou une détérioration du niveau de vie de tous les peuples, la destruction de tous les progrès réalisés par la civilisation humaine au cours des derniers millénaires dans absolument tous les domaines, et évidemment le saccage de la planète, ce qui implique qu'on défende tous nos acquis ou toutes nos conquêtes sociales, que chaque peuple défende sa culture, sa langue, sa propre histoire, ce qui fonde son identité, son unité, sa souveraineté, mais comme on sait après l'avoir observé depuis des décennies qu'il est inefficace de lutter pour obtenir des réformes sociales collectives ou qui bénéficie à l'ensemble des exploités (dans les pays les plus développés, la situation est différente dans les autres pays...) car aucune ne sera adoptée du fait que la majorité des travailleurs ne se mobiliseront pas pour obtenir de nouveaux droits sociaux. Pourquoi ? Parce qu'ils s'accommodent de leur condition ou parce que leur niveau de vie n'est pas menacé ou encore, ils ont encore les moyens d'encaisser les coups qui leur sont portés, ils disposent encore de réserves. A quel prix ? Au prix de quels sacrifices, d'importantes concessions ou frustrations portant sur leurs aspirations. Ils ne comprennent pas le danger fatal et immédiat qui les menace en se résignant ainsi, car c'est le meilleur moyen pour qu'ils soient les prochaines victimes innocentes, les prochains sur la liste de la précarité généralisée qui guette l'ensemble des travailleurs, sans parler qu'ils devront se résoudre à vivre dans le futur dans une société détestable ou tous les rapports seront exécrables, un véritable cauchemar dont ils n'ont pas idée.

C'est le discours qu'il faut leur tenir, afin qu'ils prennent conscience que l'orientation politique qu'on leur propose, et dont l'objectif est de se débarrasser du capitalisme et ses institutions, correspond aux tâches politiques qu'ils doivent accomplir pour conquérir la démocratie, le pouvoir politique, pouvoir changer de société (ou réaliser le socialisme, c'est la même chose), pour que leurs aspirations légitimes puissent être satisfaites, et qu'il n'existe pas d'autre issue politique, se résigner et attendre que le pire arrive inexorablement et alors il sera trop tard pour réagir ou prendre leur destin en mains, tout de suite, sans attendre un jour de plus.

### **Ca ne prend plus !**

- Le grand débat est encore très flou pour 82% des Français - Le HuffPost

### **La question qui va être fatale à Macron.**

- Grand débat : «Tu crois qu'ils vont nous écouter ?» - Liberation.fr 11 janvier 2019

Question posée par un manifestant.

### **Clonage. Après "moi je", "Moi le premier"**

- Macron s'engage à ce que le grand débat national soit suivi d'effets - Reuters 11 janvier 2019

"Ce n'est pas un débat dont on connaît les termes et l'aboutissement, c'est un débat sur lequel je souhaite que nous nous engagions tous et moi le premier." Reuters 11 janvier 2019

Enfumage, mascarade, démagogie, il le dit lui-même : Macron affirme qu'il ne changera pas de cap et déclare simultanément que "ce n'est pas un débat dont on connaît les termes et l'aboutissement", il prend donc les citoyens pour des abrutis ou il les méprise.

### **En macronnie.**

#### **Mimétisme. Comment échapper à une conférence de presse ?**

- Trump annule sa venue à Davos "à cause des démocrates" - Le HuffPost 11.01

- Gilets jaunes : Macron n'ira pas au Forum de Davos - LeParisien.fr 11.01

#### **Un peuple de fainéants, de nantis, de profiteurs, d'irresponsables, de salauds !**

- Macron s'offre une nouvelle polémique avec sa petite phrase sur «le sens de l'effort» - LeParisien.fr 12 janvier 2019

Emmanuel Macron a loué ce vendredi 11 janvier "le sens de l'effort" en estimant que "les troubles que notre société traverse sont parfois dus au fait que beaucoup trop de nos concitoyens pensent qu'on peut obtenir quelque chose "sans que cet effort soit apporté. Parfois, on a trop souvent oublié qu'à côté des droits de chacun dans la République - et notre République n'a rien à envier à beaucoup d'autres - il y a des devoirs. "

Guère opportun, dans le contexte. Sa sortie de ce vendredi sur le « sens de l'effort » n'est pas pour apaiser les esprits. LeParisien.fr 12 janvier 2019

#### **"Le sens de l'effort", cela peut payer...chez les aristocrates du régime.**

- Macron : 13 884 euros net par mois

- Le gouverneur de la Banque de France : 285 538 euros brut par an auxquels s'ajoutent une indemnité de logement de 5 653 euros par mois, une enveloppe annuelle de 46 500 euros qui lui est versée en tant qu'administrateur de la Banque des règlements internationaux (BRI). Au total, son salaire culmine à 37 580 euros brut mensuels.

- L'ambassadeur à Kaboul : 30 000 euros net par mois.

- Le vice-président du Conseil d'Etat : 16 170 euros net mensuels.

- Le président du directoire de la Société du Grand Paris : 300 000 euros brut par an plus une part variable sur objectifs, pouvant aller jusqu'à 60 000 euros par an.

- Le président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie : 130 000 euros brut mensuel, plus un variable de 26 000 euros maximum par an.

- Le président de l'Établissement public de la réunion des musées nationaux et du Grand Palais : 120 000 euros brut, et un «complément personnel» de 42 000 euros et une part variable de 30 000 euros maximum par an. (Source : Libération 10 janvier 2019)

#### **Le modèle de société de Macron : Partir tôt le matin bosser et rentrer tard pour un salaire de misère !**

Le chef de l'État a aussi fait l'éloge de l'apprentissage, qui "permet à chaque jeune de trouver sa place dans la société". Il enseigne "l'engagement des matins tôt et le soir tard, pour arriver à l'excellence", à une époque "où on pense qu'on peut tout apprendre en quelques jours".

"Notre jeunesse a besoin qu'on lui enseigne un métier et le sens de cet engagement qui fait qu'on n'a rien dans la vie si on n'a pas cet effort", a-t-il ajouté. AFP 11.01

La jeunesse, elle n'aura aucun avenir tant que le capitalisme n'aura pas été renversé, voilà ce qu'il faut dire aux jeunes.

### **Macron le néocon anglo-saxon.**

- Emmanuel Macron moqué par les handballeurs : cette bourde qui n'est pas passée inaperçue - Gala.fr 10 janvier 2019

Il a fait une grosse faute de prononciation, en disant « hand-baule », au lieu de « hand-ball ». Une erreur qui n'a pas manqué de faire réagir. A commencer par l'équipe de France des moins de 21 ans qui était installée derrière le président. Entre ceux qui ont affiché un sourire moqueur et ceux qui ont été bouche-bée. Gala.fr 10 janvier 2019

Il l'a prononcé en anglais, ce qui a échappé à Gala dont le niveau n'atteint même pas le niveau du caniveau de la rue du Faubourg Saint-Honoré !

### **Ce n'est qu'un début continuons le combat... jusqu'à la chute du régime !**

- 67% des Français les plus modestes veulent que le mouvement des Gilets jaunes se poursuive - RT 11 janv. 2019

Le mouvement des Gilets jaunes s'essouffle-t-il ? Alors qu'un sondage semble pointer un effet de ras-le-bol de la part des Français les plus aisés, ils sont plus des deux tiers des plus modestes à souhaiter que les manifestations continuent.

Le soutien au mouvement des Gilets jaunes est-il en déclin ? C'est ce que semble montrer un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié le 10 janvier qui annonce que «près d'un Français sur deux souhaite désormais l'arrêt du mouvement».

Cependant, les chiffres avancés par ce sondage montrent également plus des deux tiers des Français aux revenus les plus modestes (67%) veulent pour leur part une poursuite du mouvement. Inversement, un peu moins des deux tiers des sondés les plus aisés (62%) souhaitent qu'il prenne fin.

Le clivage social semble se répercuter sur l'échiquier politique : les soutiens de la France insoumise (LFI) sont à 78% pour la poursuite de la mobilisation et ce chiffre monte à 84% chez les électeurs du Rassemblement national (RN). Fait notable : ce chiffre est en hausse, puisqu'il était à 77% la semaine précédente.

Sept Français sur dix (70%) jugent que le gouvernement porte «une grande responsabilité des violences» qui ont eu cours lors des dernières manifestations. Mais l'opposition n'est pas non plus épargnée, puisque, dans le même temps, 63% des sondés estiment qu'elle est responsable des violences. Quant aux forces de l'ordre, 51% des Français pensent qu'elles sont responsables des violences.

Selon les tendances politiques, ces chiffres varient très amplement : 86% des sympathisants LFI jugent que le gouvernement est responsable de ces violences. Idem pour les sympathisants RN. Au contraire, les sympathisants LREM mettent en cause les Gilets jaunes qui sont responsables selon 95% d'entre eux. RT 11 janv. 2019

### **Totalitarisme. Amalgame, intimidation, menace d'un ministre de l'Intérieur d'un Etat policier.**

- Pour Christophe Castaner, "ceux qui manifestent là où il y a de la casse annoncée savent qu'ils seront complices" - Le HuffPost 12.01

Où le ministre de l'Intérieur place-t-il la frontière entre manifestants et casseurs? Christophe Castaner a estimé ce vendredi 11 janvier que les personnes appelant à manifester samedi pour "l'acte IX" des gilets jaunes "savent qu'il y aura de la violence" et ont donc "leur part de responsabilité" dans ces événements.

"Ceux qui appellent aux manifestations demain savent qu'il y aura de la violence et donc ils ont leur part de responsabilité. Que les choses soient claires", a dit Christophe Castaner, interrogé depuis la place Beauvau. "C'est assez facile de dire je vais descendre dans un quartier, je vais tout casser", a-t-il continué, "on est en France, dans un pays où il y a des droits, il y a des devoirs, et notamment celui de la responsabilité".

"On peut appeler à la révolte, on peut appeler à la casse, certains le font, mais alors qu'ils assument leurs responsabilités", a-t-il expliqué, fustigeant ceux qui "se cachent". "Ils se cachent derrière l'anonymat, ils se cachent derrière les attaques nocturnes qu'on a régulièrement sur les institutions, sur la mise en cause des journalistes de façon systématique mais toujours dans l'anonymat, moi je suis pour le courage, le courage d'assumer sa responsabilité", a-t-il ajouté.

Refusant pour autant de faire un quelconque "amalgame" entre manifestants et casseurs, prônant "la fin de la violence", le ministre a dit "regretter (...) que ceux qui appellent à se mobiliser à gauche n'aient pas le courage d'assumer leurs choix jusqu'au bout et juste de faire un mail au préfet de passer un coup de fil à la sous-préfecture du coin et dire 'voilà je veux manifester'".

Il a par ailleurs rappelé que si une manifestation est "déclarée, elle n'a même pas à être autorisée". "Le droit français est simple: vous déclarez et automatiquement, vous avez le droit d'aller manifester", a-t-il expliqué.

"Ceux qui pensent que, à quelques milliers de personnes, on peut mettre en cause nos institutions, se trompent", a également déclaré Christophe Castaner un peu plus tard vendredi, lors d'une rencontre avec des CRS dans une caserne dans le Val-de-Marne.

Devant eux, il a évoqué "des méthodes différentes de présence de mobilité" samedi, avec "un effet de sidération par votre capacité à être présent, à intervenir et à faire en sorte que ceux qui viendront vous provoquer soient immédiatement interpellés". Le HuffPost 12.01

### **En cas de récidive, vont-ils la brûler vive en place publique ?**

- Une infirmière condamnée pour avoir peint des coquelicots sur les marches de la mairie de Reims - RT 11 janv. 2019

Le tribunal de Reims vient de condamner une femme à une amende de 500 euros pour quelques dessins de fleurs à la peinture à l'eau sur les marches de l'Hotel de Ville réalisés pour se plaindre de utilisation des pesticides en France.

Une infirmière de 38 ans, mère célibataire officiant dans un service de réanimation, s'est vu infliger une lourde amende de 500 euros par le tribunal de Reims. Son forfait ? Avoir dessiné, le 2 novembre, des coquelicots à la peinture à eau sur les marches de l'hôtel de ville rémois, et avoir inscrit «Stop pesticides».

Officiellement, l'infirmière a commis une «dégradation». Elle a pourtant fait valoir qu'il ne s'agissait que des marches d'un bâtiment, qui étaient de plus en travaux : la peinture à l'eau n'avait donc même pas été apposée sur le revêtement définitif.

Katia Lock s'est aussi vu imposer un stage de citoyenneté de 250 euros, à ses frais. La trentenaire avait déjà averti qu'elle refuserait ce stage. «Je suis suffisamment citoyenne pour savoir comment œuvrer pour le bien commun», avait-t-elle rétorqué.

Katia Lock a été soutenue par la Ligue des droits de l'homme, Artisans du monde ou encore Attac Reims. Les milieux de gauche, syndicalistes et des collectifs de gilets jaunes ont exprimé leur soutien à l'infirmière

condamnée. La sanction n'a pas entamé l'enthousiasme des Coquelicots qui selon France 3 continueront à se regrouper une fois par mois devant la mairie.

**Totalitarisme. Ils ont déclaré la guerre au peuple ! Si le peuple réagit au même niveau, c'est légitime.**

- Intervention musclée du RAID pour interpellier un Gilet jaune en Lorraine - RT 11 janv. 2019

Soupçonné d'avoir participé à des violences lors d'un rassemblement de Gilets jaunes, un homme a été interpellé à Pont-à-Mousson par une unité du RAID, dont la spécialité est la lutte contre le terrorisme et les arrestations à haut risque.

La manière forte. Le 10 janvier à l'aube, une dizaine d'hommes du groupe d'intervention du RAID s'est rendu à Pont-à-Mousson, au domicile d'un homme soupçonné d'avoir participé à des violences lors du dernier rassemblement des Gilets jaunes à Epinal, selon des informations de L'Est Républicain. A cette occasion, une voiture de police avait notamment été retournée.

Cagoulés, casqués et lourdement armés, l'unité du RAID de Nancy – dont la spécialité est la lutte contre le terrorisme et les arrestations à haut risque – est arrivé peu avant 6 heures du matin pour procéder à son interpellation. Rejoignant un tireur d'élite déjà en position, les hommes du RAID ont enfoncé la porte du domicile du suspect, qui se trouvait encore au lit avec sa compagne. En une poignée de secondes, lui laissant à peine le temps d'échapper quelques cris de surprise, l'homme a été interpellé puis menotté.

Une fois sa tâche accomplie, l'unité du RAID a remis le Gilet jaune entre les mains des enquêteurs du SRPJ de Nancy et de la BSU d'Epinal qui ont procédé à la perquisition de son domicile. Le suspect a ensuite été conduit au commissariat d'Epinal et placé en garde à vue, selon L'Est Républicain qui précise qu'il sera présenté au parquet le 11 janvier, lequel devrait demander son placement en détention. RT 11 janv. 2019

**- Etat de guerre civile déclenché par le gouvernement et blessures de guerre.**

- Gilets jaunes : éclats de grenades, brûlures, membres arrachés... retour sur 82 blessures graves - Libération 11 janvier 2019

«Libération» a épluché et vérifié des centaines de photos, vidéos ou déclarations, notamment à partir du recensement du site Désarmons-les, un collectif «contre les violences d'Etat», afin de dresser un profil des manifestants blessés gravement lors des huit week-ends de mobilisation des gilets jaunes.

Ils s'appellent Patrick, Franck, Cédric, Ayhan ou Fiorina. Leur nom, les photos de leur visage et surtout leurs mutilations sont connus des gilets jaunes. Avec des dizaines d'autres blessés, ils font partie du «mur de la honte», une liste partagée massivement sur Facebook, dans de nombreux groupes de soutien au mouvement. Parce qu'il est arrivé que, parfois, des clichés de blessés antérieurs au mouvement se glissent dans les diaporamas des victimes, Libération a analysé des centaines de photographies, de vidéos et de déclarations afin d'en détacher une liste, non exhaustive, de 82 manifestants blessés gravement - et d'une femme morte à cause d'une grenade lacrymogène.

Blessures retenues : les membres arrachés, les organes ayant perdu leur fonction principale, les os fracturés, les pieds et jambes incrustés de bouts de grenades, les brûlures graves, mais aussi toutes plaies ouvertes au niveau de la tête. Ainsi, les hématomes, parfois exceptionnellement vastes, causés par des tirs de lanceur de balles de défense (LBD) ou des coups de matraques n'ont pas été comptabilisés. Enfin, nous n'avons gardé que les cas où nous pouvions identifier la victime, soit par son prénom ou parce que nous avions suffisamment d'images d'elle.

De ces 82 blessés graves, dont l'âge varie entre 15 et 80 ans, on remarque que la très grande majorité sont des hommes. Dix femmes, toutes touchées à la tête, ont été recensées. Parmi elles, on compte Zineb, l'octogénaire morte, ainsi que Fiorina, une étudiante de 20 ans éborgnée par un tir de lanceur de balles de défense (LBD), selon ses proches, en plein visage. Cette arme - fortement critiquée pour les dégâts qu'elle peut causer et dont le Défenseur des droits, Jacques Toubon, préconise l'interdiction pour le maintien de l'ordre - est celle à l'origine des coupures et fractures de quelque 60 victimes.

Le ministère de l'Intérieur, de son côté, a été incapable de donner un nombre précis et circonstancié des blessés. Estimant qu'ils étaient, au lendemain de l'acte VIII, «une cinquantaine» de manifestants blessés gravement. Son porte-parole justifie cette indistinction par le caractère évolutif de la gravité. «Parfois les pompiers vont catégoriser une personne en urgence absolue mais elle sera finalement traitée, après diagnostic, comme une urgence relative», explique Beauvau, avant d'énumérer de manière générale «environ 1 700 blessés du côté des manifestants et environ 1 000 pour les forces de l'ordre».

Concernant le nombre de morts, le ministère rappelle que 11 personnes ont été tuées pendant le mouvement des gilets jaunes: à l'exception de l'octogénaire touchée par une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets pendant une manifestation à Marseille, les autres victimes ont été renversées à proximité des ronds-points.

Si la liste du «mur de la honte» ainsi qu'une photo compilant une vingtaine de blessés avec leurs prénoms font partie des sources les plus partagées sur les réseaux sociaux au sujet des gilets jaunes, il s'avère que leurs auteurs ne sont pas directement liés au mouvement. A l'origine de cette liste, on trouve ainsi le site Désarmons-les, un collectif «contre les violences d'Etat» actif depuis 2012. A la veille des manifestations de ce samedi, son recensement comptait 81 blessés.

Pour notre recensement, nous nous sommes appuyés sur leur liste et leurs photos, ainsi que sur les nombreux signalements du journaliste David Dufresne sur Twitter, afin de reconnaître les victimes, identifiant parfois plusieurs photos d'une seule et même personne, comme Thomas, un étudiant originaire de Nîmes, dont les différents clichés à divers moments de ses pansements pouvaient laisser penser qu'il s'agissait de plusieurs personnes. Lors de nos vérifications, il nous est aussi arrivé de ne pas trouver traces de certaines victimes sur les réseaux sociaux. Résultat : elles ne font pas partie de notre décompte.

Contacté par Libération, Ian, un des membres fondateurs de cet observatoire des violences policières, explique la genèse de cette liste de blessures «sans précédent», créée «dans les jours qui ont suivi la manifestation du 24 novembre», alors que Jérôme, avec qui l'association va entrer en contact, a perdu un œil. Pour établir ce recensement, le collectif compte sur plusieurs éléments : sa participation aux manifestations, principalement à Paris, une veille des réseaux sociaux, ainsi que des contacts d'avocats ou de street medics (soignants volontaires dans les manifestations) dans plusieurs villes de France.

A ceux-là s'ajoutent des témoignages directs de victimes ou de leurs proches, que Désarmons-les vérifie. En effet, toutes les victimes ne figurent pas dans ce recensement non exhaustif, explique Ian : «S'il n'y a qu'une photo, on n'en fait rien. Soit on retrouve la personne et on la contacte. Soit la personne ou ses proches se manifestent et on vérifie auprès d'eux, en leur demandant de nous fournir des preuves de leur récit. Comme on bosse avec des medics, on sait distinguer si une blessure a été causée par une grenade ou un lanceur de balles de défense.» Le collectif ne compte pas les bleus ou les blessures légères.

Priorisant la gravité des blessures comme critère pour ce décompte, Libération n'a pour l'instant pas noté toutes les intentions de plaintes qui devraient être déposées pour ces 82 blessés. Au micro de la matinale de France Inter, Eric Morvan, le patron de la Direction générale de la police nationale, indiquait vendredi que «l'IGPN a reçu sur sa plateforme 200 signalements et elle est aujourd'hui saisie par l'autorité judiciaire de 78 dossiers».

Une procédure qui n'est pas toujours envisagée par les victimes. A l'image d'Alexandre, coupé au-dessous de l'œil par un projectile lancé par la police en fin de manifestation à Lyon samedi dernier. «J'y ai pensé, mais si je le fais, je pense que je passerai par un avocat. Je n'ai pas envie de me retrouver face à quelqu'un qui ne prendra pas ma plainte», confie-t-il à Libération. Pourtant, il n'est pas nécessaire d'être assis face à un policier pour signaler un abus à la police des polices. «On a une plateforme en ligne de l'IGPN, où tout citoyen peut faire un signalement», rappelle Beauvau. Libération 11 janvier 2019

**Présumés, les violences policières : des centaines de vidéos sont autant de preuves matérielles irréfutables.**

- L'IGPN saisie de 78 cas présumés de violences policières - Reuters 11 janvier 2019

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a reçu depuis le début du mouvement des "Gilets jaunes", à la mi-novembre, 200 signalements pour violences policières présumés et a été saisi de 78 dossiers par l'autorité judiciaire, a déclaré vendredi le directeur général de la police nationale (DGPN).

Eric Morvan a précisé à France Inter qu'aucun policier n'avait été suspendu pour l'instant dans le cadre de ces dossiers mais a assuré qu'il n'y aurait aucune complaisance à l'égard de tels actes s'ils étaient avérés.

"Il n'y a pas de mois où je ne sois amené à signer des sanctions extrêmement fortes contre des policiers. Donc l'idée selon laquelle il y aurait une permissivité vis-à-vis des forces de police est totalement fautive", a-t-il déclaré.

Il a également rejeté l'idée qu'on puisse mettre sur le même plan des manifestants violents et des policiers chargés du maintien ou du rétablissement de l'ordre.

"Il n'est pas normal (...) qu'on puisse mettre sur le même pied d'égalité des manifestants, qui sont en fait des émeutiers quand on arrive à ce degré de violence, et puis de l'autre côté des agents de la force publique, qui ont pour mission, encadrée par la loi, le maintien de l'ordre public", a-t-il déclaré.

"Le maintien de l'ordre public, voire son rétablissement, ça ne se fait pas sans moyens", a-t-il poursuivi. "Rétablir l'ordre public c'est utiliser (...) des armes intermédiaires qui peuvent provoquer des blessures."

Eric Morvan a toutefois souligné que les "flash balls" dénoncés par des manifestants n'étaient plus utilisés.

"On utilise ce qu'on appelle des lanceurs de balles de défense, qui ont une visée, et donc il y a moins d'accidents qu'avec les flash balls, qui n'en disposaient pas", a expliqué le patron de la police nationale. Il est convenu que cela pouvait tout de même occasionner des blessures involontaires. Reuters 11 janvier 2019

### **Mais ils n'aiment pas Macron. La démocratie, c'est l'avenir, ni le passé ni le présent.**

- Las et moroses, les Français aiment la démocratie et les Gilets jaunes - Reuters 11.01 Las, moroses et méfiants pour l'avenir, les Français se disent néanmoins très attachés à la démocratie. Reuters 11.01

Totalitarisme. Quand la "start-up France" devient une dictature. Vivre en permanence en liberté surveillée.

- A Nice, levée de boucliers contre un projet de vidéosurveillance des émotions - Liberation.fr 11 janvier 2019

La mairie a été approchée par une start-up capable d'analyser les visages des passagers.

### **[A bas les institutions de la Ve République, vive la République sociale !](#)**

- Enquête Cevipof : flambée de défiance contre les institutions politiques - Liberation.fr 11 janvier 2019

Dans la dixième vague de son baromètre annuel, la cote de confiance en Emmanuel Macron s'érode un peu plus.

Un séisme démocratique. De mémoire de sondeur du Centre d'étude de la vie politique (Cevipof), la défiance des Français envers leur classe politique n'a jamais été aussi forte depuis le lancement de l'enquête, en 2009. «Nous n'avons jamais vu un tel sentiment de dégoût, de morosité mais aussi de colère», relève Bruno Cautrès, le coordinateur du baromètre annuel de l'institut, publié par le Figaro. Réalisée par Opinionway du 13 au 24 décembre, cette dixième vague confirme la progression spectaculaire des trois sentiments, les plus représentatifs de «l'état d'esprit actuel des Français» sur un an : +7 points pour la lassitude, +8 pour la morosité et +4 pour la méfiance. Une tendance qui trouve à s'exprimer au travers de la crise des gilets jaunes, qu'une majorité de l'opinion continue de soutenir. Plus inquiétant encore est le regard que portent les Français sur la politique : pour 32% d'entre eux, c'est le «dégoût» qui l'emporte, un score en hausse de 7 points par rapport à 2017...

Dix-huit mois après l'élection d'Emmanuel Macron, et du léger regain d'optimisme qu'avait traduit le baromètre fin 2017, le désenchantement est général. «Tout le terrain gagné a été intégralement perdu et c'est encore pire», souligne Bruno Cautrès. La fonction comme la personne du chef de l'Etat est à l'épicentre du mécontentement. Lequel s'exprime d'autant plus que le nom des titulaires des mandats est cité. Ainsi, les Français sont seulement 23% (-13 points) à faire confiance au «président de la République actuel» et moins encore (20%, -16 points) à «Emmanuel Macron».

Depuis 2009, l'écart entre ceux qui considèrent que la «démocratie fonctionne bien ou assez bien» et ceux qui pensent qu'elle ne fonctionne «pas bien ou pas bien du tout» n'a cessé de croître. Mais sur un an, il augmente de manière spectaculaire : 18 points. Ainsi, le vote aux élections est de moins en moins perçu comme un bon moyen pour peser sur les décisions prises en France (55%, -6 points), tandis que manifester dans la rue est perçu comme un moyen d'action autrement plus efficace (42%, +16 points). Dans la même veine, le sentiment que les responsables politiques se désintéressent de l'opinion de leurs administrés progresse (85%, +2 points). Liberation.fr 11 janvier 2019

### **Ils désespèrent, la majorité est du côté de la démocratie, pas du régime antisocial et policier.**

- Avant l'acte IX, le soutien aux gilets jaunes reste (très) majoritaire - Le HuffPost 11 janvier 2019

Il faiblit un peu mais se maintient à un niveau très largement au dessus de 50%. Près de deux mois après le début de la mobilisation et alors que se profile l'acte IX, on compte toujours 62% des Français pour soutenir les gilets jaunes, selon le baromètre mensuel YouGov pour Le HuffPost et CNews réalisé entre vendredi 4 et lundi 7 janvier.

Il est toujours "justifié" pour 74% des personnes interrogées même si la baisse est légèrement plus importante (-9 points). Seulement 22% trouve la mobilisation "injustifiée".

S'il n'est pas surprenant que 87% des sympathisants LREM appellent à l'arrêt du mouvement, ça peut davantage surprendre chez Les Républicains (53%) et chez les Socialistes (46%). Le HuffPost 11 janvier 2019

### **Le Quai d'Orsay, la DGSI et le patronat complices des barbares issus d'Al-Qaïda, des terroristes.**

- Affaire Lafarge en Syrie : révélations sur les liens entre la DGSI et Lafarge - RT 11 janv. 2019

Le JDD a eu accès à des documents et mails échangés entre le cimentier Lafarge et les services secrets français de 2012 à 2014, révélant une collaboration officieuse, alors que ceux-ci et le Quai d'Orsay avaient jusqu'ici minimisé leur implication.

Rebondissements dans l'affaire Lafarge, en Syrie. Une enquête du Journal du dimanche (JDD) qui a pu consulter des documents inédits, a révélé les collusions entre la DGSI et l'usine Lafarge de Jalabiya, soulignant en filigrane l'implication du Quai d'Orsay. Les services secrets français, par l'entremise du directeur de la sécurité du cimentier, Jean-Claude Veillard, auraient recueilli des informations sur la situation en Syrie glanées sur le terrain par les salariés de Lafarge.

Les journalistes ont dévoilé des e-mails échangés entre deux agents et le directeur. Jean-Claude Veillard s'y voit demander de confier des missions en Syrie à ses «contacts», à savoir le réseau Lafarge. «Je ne vous fais pas l'affront de vous expliquer. Ça marche comme le renseignement», a expliqué l'homme de la DGSI dans son mail. Les agents vont jusqu'à transmettre des photos de deux islamistes et chargent Jean-Claude Veillard de les faire repérer par ses contacts.

La direction de la sécurité envoie à une autre occasion un fichier excel répertoriant une dizaine de milices en activité dans la région, avec une foule de détails comme leur nom et des numéros de portable. La hiérarchie de ces deux agents est informée en juin 2013 de l'existence de ce fichier et du fait que Lafarge était à la barre pour le constituer.

Difficile après toutes ces révélations d'imaginer que le Quai d'Orsay n'ait pas eu vent de toutes les tractations opérées par Lafarge. Pourtant, en juillet 2018, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Laurent

Fabius, entendu en qualité de témoin dans l'enquête, a tenté d'exonérer la France de toute responsabilité. Il a assuré ne pas avoir été informé des activités de l'entreprise affirmant qu'«aucun élément d'information» ne lui était parvenu concernant le maintien en Syrie de l'entreprise au prix de présumés arrangements financiers avec des groupes armés dont l'organisation terroriste Daesh.

Mais en octobre 2018, l'avocat du cimentier a demandé aux juges en charge de l'enquête sur les soupçons de financement du terrorisme en Syrie d'interroger deux agents de la DGSI, qui auraient assisté à une réunion du comité exécutif de Lafarge le 6 avril 2012, selon l'Express. Ce sont les divers échanges entre le directeur de la sécurité de l'usine et ces agents que le JDD a pu consulter. Il s'avère que la DGSI elle-même avait fourni des documents à la justice, qui avaient été purgés des mails que ces trois personnes s'envoyaient.

Le JDD a aussi réussi à s'entretenir à Dubaï avec Firas Tlass, un personnage clé du dossier, intermédiaire pour payer en bakchichs les groupes armés concernés pour le compte de Lafarge – bakchichs qui valent à l'entreprise sa mise en examen pour complicité de crimes contre l'humanité. En exil depuis 2012, il vit actuellement aux Emirats arabes unis. Bien que son témoignage soit primordial, il n'a pas été entendu dans le cadre de l'enquête. Après son départ de Syrie, cet homme issu d'une famille riche et influente a conservé un rôle dans la gestion de l'usine Lafarge, qu'il avait lui-même vendue au groupe en 2008. Firas Tlass insiste sur un point : «Quand un groupe rejoignait Daesh, on arrêtait de le financer.» Selon le JDD, l'homme d'affaires syrien estimerait que la «France ne [méconnaissait] pas» les «réalités» des bakchichs donnés aux groupes rebelles ou islamistes opposés à Bachar el-Assad, dont elle souhaitait ardemment le départ. Les manœuvres françaises en coulisses pour contrer le pouvoir syrien seront-elles le prochain volet des révélations sur l'affaire Lafarge ? RT 11 janv. 2019

### **Venezuela. Nouveau coup d'Etat en préparation pour renverser Maduro ?**

- Venezuela: Le chef du Parlement se dit prêt à assurer la présidence du pays - Reuters 11 janv. 2019

- Venezuela : l'opposition se mobilise contre «l'usurpateur» Maduro - LeFigaro.fr 11 janv. 2019

Le président de l'Assemblée nationale a annoncé qu'il allait désormais assumer avec les parlementaires les charges de la présidence de la République. LeFigaro.fr 11 janv. 2019

### **Ils osent tout.**

- Aucun compromis face à la corruption, dit Juncker à la Roumanie - Reuters

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Syrie**

- **La coalition confirme le début d'un retrait d'équipements de Syrie - Reuters 11 janvier 2019**

La coalition formée à l'initiative des Etats-Unis pour combattre les djihadistes de l'Etat islamique a ajouté vendredi de la confusion autour du retrait annoncé des forces américaines de Syrie, annonçant d'abord qu'elle avait entamé son retrait avant que des responsables américains précisent qu'il s'agit de matériels, et non de troupes.

Dans un premier temps, le colonel Sean Ryan, porte-parole de la coalition, a déclaré que "le processus de retrait volontaire de Syrie" avait débuté. "Pour des raisons de sécurité opérationnelle, nous ne détaillerons pas le calendrier, les localisations ou les mouvements de troupes", ajoutait-il.

Des responsables américains ont par la suite clarifié les choses: le retrait ne concerne pour l'heure aucun soldat et la bataille contre l'EI continue dans les derniers réduits où les djihadistes sont retranchés en Syrie.

S'exprimant sous couvert de l'anonymat, ces trois responsables ont confirmé en revanche que des équipements étaient actuellement en cours de transfert hors de Syrie.

Pour le gouvernement russe, cité vendredi par l'agence de presse, RIA, les Etats-Unis n'ont pas vraiment envie de quitter la Syrie.

Pour le ministre français des Affaires étrangères, Washington a bel et bien décidé de temporiser, ce dont il s'est félicité.

"Aujourd'hui, il (Trump) annonce que le retrait se fera de manière plus lente, sans doute grâce aux pressions diverses qu'il a pu avoir, y compris de la France", a déclaré Jean-Yves Le Drian sur CNews. "Le président Macron s'en est entretenu avec lui à plusieurs reprises et il semble qu'il y ait une inflexion que je trouve positive", a-t-il ajouté.

Le ministre turc de la Défense a quant à lui réitéré les menaces d'Ankara à l'encontre des YPG, lors d'une visite à la frontière syrienne. "Le moment venu, les terroristes seront ensevelis dans les fossés qu'ils ont creusés, comme lors des opérations précédentes", a promis Ulusi Akar, évoquant deux autres interventions turques en Syrie.

"Des préparatifs et une planification importants ont été réalisés. Ils se poursuivent de façon intensive", a-t-il ajouté. Reuters 11 janvier 2019

#### **- Huit missiles israéliens interceptés à l'ouest de Damas - presstv.com 12.01**

L'aviation israélienne a tenté une nouvelle fois hier, vendredi, vers 23 heures (heure locale) de frapper des localités dans l'ouest de la capitale. Citant un communiqué de l'armée syrienne, l'agence d'informations syrienne SANA affirme que huit missiles ont été interceptés et détruits. « Les dégâts sont limités et ne concernent qu'un hangar de l'aéroport où les vols se poursuivent normalement », a précisé SANA.

Une vidéo publiée par SANA dans les heures suivant la frappe met en scène plusieurs explosions dans le ciel de la capitale, provoquées par les missiles de la DCA syrienne. Quelques heures avant la frappe israélienne, trois chasseurs israéliens survolaient le ciel libanais, mais les missiles semblent avoir été tirés depuis le ciel de la Galilée, au nord de la Palestine occupée. presstv.com 12.01

#### **- Kurdes de Syrie: "optimiste", Pompeo minimise les divergences avec Ankara - AFP 13 janvier 2019**

Washington a minimisé samedi ses divergences avec Ankara sur le sort des Kurdes de Syrie, assurant pouvoir garantir leur protection malgré le retrait américain, présenté par le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo comme une décision purement "tactique".

"Beaucoup de détails restent à régler mais je suis optimiste quant à la possibilité de parvenir à un bon résultat", a déclaré à la presse le chef de la diplomatie américaine juste après s'être entretenu au téléphone, depuis Abou Dhabi où fait étape sa tournée régionale, avec son homologue turc Mevlut Cavusoglu.

"Les directives du président sont incroyablement claires", a toutefois assuré Mike Pompeo dans un entretien à la chaîne américaine CBS. AFP 13 janvier 2019

#### **Suède**

En famille.

- Suède : enfin un accord de gouvernement - euronews 12 janvier 2019

Pour la première fois depuis les législatives de septembre dernier et leur résultat absolument pas tranché, les partis du gouvernement sortant, sociaux-démocrates et Verts, ont présenté un projet d'accord avec le Centre et les Libéraux pour constituer une coalition minoritaire.

Au total, la nouvelle coalition dispose de 167 sièges sur 349, soit huit de moins que la majorité requise au Riksdag, la chambre unique du Parlement. euronews 12 janvier 2019

---

## ECONOMIE

### Inde

- L'Inde porte un coup inattendu à l'économie américaine - sputniknews.com 12.01

L'Inde appliquera une taxe de 30% sur les produits agricoles US à compter du 31 janvier. La mesure portera sur 857 millions de dollars de produits, soit plus d'un tiers des importations agricoles en provenance des USA. Pourquoi les autorités indiennes ont-elles pris une telle décision et pourquoi les experts y perçoivent-ils une «trace chinoise»?

Bien que la Chine reste le front principal de la guerre commerciale menée par Washington, Donald Trump a déjà réussi à irriter sérieusement le Premier ministre indien Narendra Modi.

Tout a commencé en mars 2018 quand Donald Trump a annoncé des taxes de 10% sur l'aluminium et de 25% sur l'acier, ce qui a affecté le secteur métallurgique de la Russie, de la Chine, de l'UE, du Japon et d'autres pays tels que l'Inde.

Cette dernière a également souffert à cause de sa coopération militaro-technique avec Moscou. En avril, la Maison-Blanche a inscrit l'agence russe Rosoboronexport sur la liste des sanctions dans le cadre de la loi «sur la lutte contre les adversaires de l'Amérique par les sanctions» (CAATSA), et les banques indiennes ont été contraintes de geler une tranche de 2 milliards de dollars prévue pour payer les réparations du sous-marin nucléaire Chakra (projet 971 Chtchouka-B) loué à la Russie. Dans le cas contraire, elles risquaient d'être privées de la possibilité d'effectuer des opérations en dollars.

Début mai, le chef de l'État américain a annoncé le retrait de l'accord nucléaire avec l'Iran et a promis de rétablir les sanctions contre Téhéran et tous ceux qui coopéreraient avec les autorités iraniennes. Cela s'adressait notamment à la Chine et à l'Inde — les deux principaux acheteurs de pétrole iranien.

Toutefois, le locataire de la Maison-Blanche a accordé à Pékin et à New Delhi un délai de 180 jours pour trouver de nouveaux fournisseurs. Selon le département d'État américain, les paiements devaient transiter par un compte fiduciaire spécial ouvert par le pays acheteur, et les fonds transférés ne pouvaient être utilisés par l'Iran que pour se procurer des produits humanitaires dont l'achat était autorisé par Washington.

Donald Trump n'a pas accepté d'accorder ce délai par bonté de cœur, mais après des négociations qui avaient duré six mois. C'est ce qu'a déclaré début novembre une source du ministère des Affaires étrangères de l'Inde.

De par l'ampleur de son économie, l'Inde ne peut pas répondre symétriquement aux taxes américaines et entrer en confrontation ouverte avec Washington comme le fait la Chine (selon la Banque mondiale, le PIB de l'Inde s'élevait en 2017 à 2.600 milliards de dollars, et celui de la Chine à 12.200 milliards de dollars).

Mais face à l'agressivité de Washington, pour la première fois depuis longtemps, Pékin et New Delhi sont passés d'une confrontation économique aux mesures coordonnées contre la pression américaine — même si au fond l'Inde et la Chine sont des rivaux stratégiques en Asie-Pacifique.

Pendant ce temps, New Delhi et Téhéran sont convenus de renoncer au dollar dans les achats de pétrole pour passer aux roupies à partir de janvier. C'est ce qu'a annoncé à l'agence Reuters le directeur exécutif de la banque publique indienne UCO Charan Singh.

Plus tôt, un accord similaire avait été conclu avec la Russie. Début novembre, le vice-premier ministre russe louri Borissov avait annoncé que l'Inde paierait les systèmes antimissiles russes S-400 en roubles. A terme, il est prévu d'élargir les échanges en monnaies nationales aux produits civils.

En pratique, cela signifie que l'Inde ne dépend plus de la monnaie américaine pour échanger les principaux produits de son commerce extérieur.

Le 21 décembre, les chefs de diplomatie de l'Inde et de la Chine Sushma Swaraj et Wang Yi se sont rencontrés à New Delhi. Les médias en ont peu parlé, mais ce n'est certainement pas une coïncidence si deux semaines plus tard l'Inde a annoncé de nouvelles taxes sur les pommes, les amandes, les noix, les lentilles et les pois chiches américains. Sachant que New Delhi a averti qu'à terme les restrictions pourraient s'étendre à plusieurs produits d'acier et de fer, l'acide borique, ainsi que les pièces pour les tuyaux et les motos.

L'automne dernier, Pékin avait également décrété des taxes de 25% sur des produits agricoles américains. Cela avait sérieusement affecté les fermiers fournissant du blé, du maïs, des produits laitiers et du porc à la Chine. Le plus touché a été le marché du soja, dont les exportations en Chine ont chuté de 98%, ce qui a provoqué une crise de surproduction (le soja représentait près de 60% de toutes les fournitures agricoles américaines en Chine).

Il n'y avait tout simplement pas de place pour le stocker. Même quand le prix de location des entrepôts a grimpé de 40% par rapport à l'année précédente, ils se sont tous remplis de soja dont personne n'avait besoin. Il ne restait plus aux fermiers qu'à détruire les récoltes en les enterrant.

A présent, la même perspective peu réjouissante se profile à cause des taxes indiennes, alors même que les États agricoles constituaient l'appui électoral principal de Donald Trump lors de la présidentielle de 2016. En 2020, il ne pourra manifestement plus compter sur leur soutien.

Afin de remédier à la situation, la Maison-Blanche a mis en place un programme d'aide aux fermiers à hauteur de 15 milliards de dollars. Mais suite aux litiges avec le président au sujet de la construction du mur à la frontière mexicaine, les sénateurs ont refusé de valider le budget 2019 et à présent toutes les dépenses publiques sont gelées pour une durée indéterminée. Y compris le programme de soutien aux fermiers.

Il est évident que ce n'est pas par hasard que l'Inde et la Chine se sont rapprochées l'an dernier en organisant plusieurs réunions (hormis celle du 21 décembre à New Delhi) après de nombreuses années d'hostilité et de litiges territoriaux.

Désormais, les deux plus grandes puissances économiques de l'Asie-Pacifique, qui représentent près de 20% des importations et 12% des exportations des USA, affrontent Washington en tandem. Cette année, il ne sera donc certainement pas plus facile pour Donald Trump d'améliorer la balance du commerce extérieur. sputniknews.com 12.01